

Source : KERNALEGENN (Tudi), BELLIVEAU (Joel), ROY (Jean-Olivier) dir., *La vague nationale des années 1968. Une comparaison internationale*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2020, p. 13-34.

Le réveil des nationalismes minoritaires dans les années 1968 : analyse d'une « vague » nationale

Tudi KERNALEGENN, Université de Louvain

Constructions sociales récentes, les nations et les aspirations et imaginaires nationalistes qui les façonnent ne sont pas apparus simultanément sur l'ensemble de la planète. Comme le suggère Benedict Anderson¹, les revendications nationalistes sont largement cycliques, et semblent fonctionner par « vagues », qui se caractérisent par une temporalité relativement restreinte, une identité idéologique similaire et une géographie particulière. Quatre vagues principales scandent l'histoire de l'émergence des nations modernes.

La **première vague nationale** pour Benedict Anderson, qu'il qualifie d'« ère des pionniers créoles », est celle qui aboutit à l'indépendance des États d'Amérique latine au début du XIX^e siècle, par le biais des guerres d'indépendance en Amérique du Sud (entre 1808/1810 et 1825/1833). Cette vague s'inscrit largement dans la dynamique des révolutions de la fin du XVIII^e siècle à plus d'un titre : sur le plan conjoncturel, les nations qui en sont issues tirent profit de l'invasion de l'Espagne par les armées napoléoniennes en 1808 pour s'émanciper de la métropole ; sur les plans structurel et idéologique, elles s'inspirent fortement du processus d'indépendance des États-Unis et de la dynamique idéologique de la Révolution française².

La **deuxième vague**, déclenchée par le « printemps des peuples » autour de 1848, est probablement la plus déterminante pour les nations sans État d'Europe, caractérisée par la « redécouverte » des cultures populaires (du *Kalevala* finnois au *Barzaz Breiz* breton) puis par l'émergence des revendications nationales dans toute l'Europe³. Une double dynamique centripète (constitution de l'Italie et de l'Allemagne, politiques uniformisantes de la III^e République française à partir des années 1870, etc.) et centrifuge (émergence de velléités autonomistes puis indépendantistes en Hongrie, Irlande, Norvège ou encore Roumanie)⁴ est à l'œuvre qui voit notamment l'implosion des Empires, dont les composantes aspirent à se constituer en États-nations, et l'affirmation d'un principe des nationalités basé tout particulièrement sur un argument de valorisation politique et sociale des spécificités culturelles. La conclusion, l'aboutissement, de cette vague est à bien des égards les Traités de Versailles (1919), Saint-Germain-en-Laye (1919) et du Trianon (1920), qui consacrent le principe des

¹ Benedict Anderson, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, [1983] 2002.

² François-Xavier Guerra coord., *L'Amérique latine face à la Révolution française, tome 1. L'époque révolutionnaire : adhésions et rejets*, dans *Caravelle* n° 54, 1990 ; François-Xavier Guerra coord., *L'Amérique latine face à la Révolution française, tome 2. L'héritage révolutionnaire : une modernité de rupture*, dans *Cahiers des Amériques latines* n° 10, 1990.

³ Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales, Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, [1999] 2001.

⁴ Les deux tendances peuvent d'ailleurs coexister, comme au Canada où la forte tendance centripète qui aboutit à la Confédération canadienne en 1867 est nuancée par une montée en force du nationalisme canadien-français dans les années subséquentes.

nationalités et aboutissent à la création de nombreux nouveaux États en Europe centrale et de l'Est, sur les décombres, tout particulièrement, de l'Autriche-Hongrie.

La **troisième vague** est constituée des mouvements de décolonisation qui, affirmant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, usant d'une rhétorique largement inspirée du champ discursif de la nation, aboutissent à ce qu'entre 1947 et 1963 la majeure partie des anciennes colonies d'Afrique et d'Asie obtient l'indépendance. Produits frontières coloniales, aucun des nouveaux États n'est homogène ethniquement, incitant les nouveaux dirigeants à se lancer dans une politique de *nation-building*, ce qui n'est pas sans provoquer certaines tensions, notamment au Zaïre, avec la sécession du Katanga (1960-1963), et au Nigeria, avec la guerre du Biafra (1967-1970)⁵.

Une **quatrième vague** enfin, à partir de 1985-1989, est provoquée par la *glasnost* puis la crise du bloc communiste qui aboutit à l'éclatement de l'URSS et de la Yougoslavie en 1991 puis à la partition de la Tchécoslovaquie en 1992. Dynamisée notamment par « l'éveil » des pays baltes, qui les premiers prennent leur indépendance⁶, cette vague se caractérise par des processus indépendantistes très rapides, bien que nombre des conflits nationaux qui en sont issus perdurent.

Une « vague » toutefois semble largement négligée par la littérature scientifique : le réveil des nations périphériques des années 1960 et 1970. Les études monographiques ne manquent certes pas, mais il n'existe que peu de réflexions globales et comparatives⁷ permettant de comprendre pourquoi, au même moment, se produit la Révolution tranquille au Québec, le nouveau dynamisme des revendications nationalitaires en Europe occidentale (Bretagne, Catalogne, Pays de Galles, etc.) ou encore l'émergence de nouvelles revendications autochtones dans de multiples pays d'Océanie et des Amériques.

L'hypothèse que souhaite dès lors défendre et éclaircir le chapitre liminaire de cet ouvrage est qu'une vague supplémentaire a débuté au cours des années 1960, s'inspirant historiquement (en y cherchant notamment une filiation) très fortement des luttes de décolonisation (de la troisième vague donc), mais concernant cette fois directement l'intérieur des États qu'on pourrait qualifier d'économiquement développés (Europe de l'Ouest, Amérique du Nord, Australie et Nouvelle-Zélande principalement). Ce chapitre est largement exploratoire et heuristique, visant à proposer une grille de lecture pour appréhender dans toute sa complexité la vague nationale des années 1968. Il cherche essentiellement à identifier les dénominateurs communs de la période qui peuvent expliquer la simultanéité et la similarité des résurgences nationalitaires des années 1968. Il s'intéresse donc aux transformations structurelles partagées, aux dynamiques d'historicité communes et aux possibilités culturelles et cognitives nouvelles.

Dans un premier temps, il s'agira d'éclaircir et d'illustrer la simultanéité de l'émergence de revendications nationalitaires dans les années 1960 et 1970, pour prouver qu'il existe bien une vague nationale dans les années 1968. Dans un second temps, en nous inscrivant dans une

⁵ Wunyabari Maloba, « Nationalist movements », dans Paul T. Zeleza, Dickson Eyoh (dir.), *Encyclopedia of XXth Century African History*, London & New York, Routledge, 2003, p. 382-389 ; Toyin Falola, *Nationalism and African Intellectuals*, Rochester, University of Rochester Press, 2001.

⁶ Susanne Nies, *Les États baltes, une longue dissidence*, Paris, Armand Colin, 2004.

⁷ Sur des temps chronologiques bien plus longs, mentionnons toutefois quelques études comparatives essentielles pour interroger les causalités des dynamiques ethnorégionalistes : Edward A. Tyriakian et Donald Rogowski (dir.), *New Nationalisms of the Developed West*, Boston, Allen and Unwin, 1985 ; Michael Keating, *State and Regional Nationalism. Territorial politics and the European State*, New York / London, Harvester-Wheatsheaf, 1988 ; John Coakley (dir.), *The Social Origins of Nationalist Movements : The Contemporary West European Experience*, London, Sage, 1992 ; Michael Keating, *The new Regionalism in Western Europe : Territorial Restructuring and Political Change*, Cheltenham (UK), Edward Elgar Publishing Ltd, 1998 ; Xosé M. Núñez Seixas, *Movimientos nacionalistas en Europa. Siglo XX*, Madrid, Síntesis, 2004.

approche cognitive de l'ethnicité et du régionalisme⁸, l'ambition sera de comprendre comment les grandes transformations sociales, politiques, culturelles et idéologiques de la période, mises en évidence par la littérature sur les années 1968, peuvent participer à expliquer et comprendre cette vague nationale. Notre ambition est de dépasser les contingences des histoires régionales spécifiques en appréhendant les macro-tendances supranationales qui influencent transversalement des sociétés géographiquement et politiquement éloignées les unes des autres.

1. Les années 1968 et la multiplication des revendications nationales

Les revendications ethnorégionales dans le monde occidental ont émergé au XIX^e siècle, d'abord avec une dimension culturelle, lors du Printemps des Nations, puis avec une dimension politique, à partir de la fin du XIX^e siècle (création, par exemple, du Parti nationaliste basque en 1895). Ces revendications sont arrivées sur le devant de la scène dans de nombreux pays dans les années 1930, notamment grâce aux succès électoraux des partis ethnorégionalistes en Espagne (Catalogne, Pays basque et Galice), avant de retourner à une certaine discrétion dans les années 1940 et 1950. Dans les années 1960, pourtant, ces revendications reviennent en force, quasi simultanément dans tout le monde occidental. Elles concernent non seulement les minorités nationales d'Europe occidentale, mais aussi, cette fois-ci, les peuples autochtones d'Amérique du Nord et d'Océanie. Comme première étape de notre démonstration, l'objectif est ici de comprendre la portée, la largeur géographique et la chronologie de cette vague nationale des années 1968.

1.1. L'émergence politique des peuples autochtones

Les années 1960 et 1970 se caractérisent incontestablement par un renouveau identitaire sans précédent des peuples autochtones et indigènes. C'est particulièrement visible en ce qui concerne les Amérindiens aux États-Unis, qui s'inspirent très fortement du mouvement noir américain⁹ (cf. le slogan de « *Red Power* »), qui s'était développé dès 1955. Les actions revendicatives se multiplient à partir des années 1960 avec de nouvelles formes, de nouvelles revendications, une nouvelle idéologie (qui s'inscrit entre traditionalisme et modernité, avec un profond ancrage écologiste). C'est l'occupation de l'île d'Alcatraz, dans la baie de San Francisco, en 1969, qui marque, aux yeux de l'opinion publique, la (re)naissance de la revendication amérindienne. Celle-ci culmine en 1978 avec une Longue Marche de San Francisco à Washington¹⁰. Une résurgence synchronique des revendications, quoique moins spectaculaire, a lieu au Canada, que ce soit chez les Amérindiens¹¹ ou les Métis¹².

Les années 1960 marquent également une renaissance, sous une forme totalement différente, des revendications aborigènes en Australie, notamment à partir d'une série de longues marches (*Freedom Ride*) en 1965, organisées par un jeune leader, Charles Perkins, qui obtient le soutien

⁸ Rogers Brubaker, Mara Loveman, et Peter Stamatov, « Ethnicity as cognition », *Theory and Society*, 33(1), 2004, p. 31-64. ; Tudi Kernalegenn, « Le régionalisme. Quelques pistes théoriques pour une analyse cognitive », *Civitas Europa*, n° 38, 2017, p. 59-84.

⁹ Mouvement noir qui était lui-même, à ses débuts, substantiellement imbriqué dans la vague de décolonisation de l'Afrique, avec de nombreux allers-retours et emprunts entre les acteurs de part et d'autre de l'Atlantique.

¹⁰ Paul Chaat Smith, Robert Allen Warrior, *Like a Hurricane. The Indian Movement from Alcatraz to Wounded Knee*, New York, The New Press, 1996; Joëlle Rostkowski, *Le renouveau indien aux États-Unis. Un siècle de reconquêtes*, Paris, Albin Michel, 2001.

¹¹ Bryan D. Palmer, *Canada's 1960s : The Ironies of Identity in a Rebellious Era*, Toronto, University of Toronto Press, 2009; voir aussi le chapitre de Jean-Olivier Roy dans cet ouvrage.

¹² Voir le chapitre de Nathalie Kermoal dans cet ouvrage.

des militants étudiants. Il s'agit d'attirer l'attention sur les discriminations dont sont victimes les aborigènes. L'apogée du mouvement a lieu en 1972 lorsqu'une tente – baptisée « ambassade aborigène » – est érigée sur la pelouse du parlement fédéral à Canberra, autour de slogans tels que « Si vous ne pouvez me laisser vivre aborigène, pourquoi prêcher la démocratie ?¹³ ». L'occupation dure plusieurs mois. Une re-naissance artistique très vigoureuse a aussi lieu à partir de 1971, lancée de Papunya, au centre de l'Australie¹⁴.

C'est un mouvement totalement nouveau qui surgit enfin au sein des Maoris en Nouvelle-Zélande à partir des années 1960, marqué par un vif regain culturel et une coloration écologiste et féministe. Les deux temps forts de ce mouvement nationalitaire ont lieu en 1975, avec la marche de 600 km entre Hapua (à la pointe nord du pays) et le Parlement à Wellington, et en 1977, avec l'occupation par les Ngati Whatua (une tribu maorie) du site de Bastion Point (Auckland) pendant 506 jours pour exiger la restitution de leurs terres¹⁵.

1.2. Les peuples sans État se réinventent

Les années 1968 se caractérisent également par la réinvention et la redynamisation des revendications des peuples minoritaires. Le cas du Québec est particulièrement emblématique, qui connaît une profonde évolution cognitive, dans le contexte de la Révolution tranquille des années 1960. Elle prend notamment la forme d'une affirmation nationale nouvelle dans sa vigueur, sa radicalité et ses succès électoraux. Idéologiquement, la mouvance nationaliste se métamorphose profondément, et ceci de deux manières. D'abord en troquant une conception ethnoculturelle de la nation pour un projet territorial et « civique », ensuite en basculant largement à gauche avant la fin de la décennie¹⁶. En 1968 est créé le Parti québécois sous l'égide de René Lévesque par la fusion ou l'intégration de plusieurs petits groupes souverainistes créés dans les années 1960. Le parti indépendantiste connaît rapidement ses premiers succès électoraux jusqu'à obtenir la majorité à l'Assemblée nationale du Québec en 1976¹⁷. L'Acadie aussi connaît au même moment un renouvellement de ses aspirations et de ses modalités d'affirmation culturelle¹⁸.

L'Europe occidentale également est marquée par une résurgence simultanée de luttes régionalistes et d'émancipation nationale. Ce tournant des années 1960-1970 est particulièrement visible en France où, pour la première fois, la question des minorités périphériques est appropriée par la gauche de manière aussi visible¹⁹. C'est de Bretagne et d'Occitanie, essentiellement, que

¹³ « If you can't let me live Aboriginal why preach democracy. »

¹⁴ Faye Ginsburg, Fred Myers, « A History of Aboriginal Futures », *Critique of Anthropology*, vol. 26-1, 2006; Murray Goot, Tim Rowse, *Divided Nation? Indigenous Affairs and the Imagined Public*, Melbourne, Melbourne University Press, 2007; voir également le chapitre de Gary Foley et Edwina Howell dans cet ouvrage.

¹⁵ Ranginui Walker, *Struggle Without End*, Auckland, Penguin books, 1990; voir également le chapitre de Richard Hill dans cet ouvrage.

¹⁶ Léon Dion, *La révolution déroutée, 1960-1976*, Montréal, Boréal, 1998 ; Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle et la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007.

¹⁷ Susan Mann, *The Dream of Nation : A Social and Intellectual History of Quebec*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2002 ; Michel Sarra-Bournet (dir.), *Les nationalismes au Québec du XIX^e au XXI^e siècle*, Québec, Presses de l'Université de Laval, 2001 ; Fernande Roy, *Histoire des idéologies au Québec aux XIX^e et XX^e siècles*, Montréal, Boréal, 1993. Voir également le chapitre de Daniel Poitras.

¹⁸ Joel Belliveau, *Le « moment 68 » et la réinvention de l'Acadie*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2014 ; David Lonergan, *Acadie 1972. Naissance de la modernité acadienne*, Sudbury, Prise de parole, 2013. Voir aussi le chapitre de Joel Belliveau dans cet ouvrage.

¹⁹ Tudi Kernallegenn, 2018, « Les gauches alternatives à la découverte des régions dans les années 1968 », *La Revue Historique*, n° 685, p. 147-165 ; Tudi Kernallegenn, *Drapeaux rouges et gwenn-ha-du. L'extrême gauche et la Bretagne dans les années soixante-dix*, Rennes, Apogée, 2005.

vient ce nouveau dynamisme, avec des intellectuels tels que Morvan Lebesque et Robert Lafont, et la création de nouveaux partis nationalistes ou régionalistes de gauche : Union Démocratique Bretonne (1964) en Bretagne²⁰, Lutte occitane (1971) et *Volèm Viure Al País* (1974) en Occitanie²¹. Les deux régions sont marquées également par un fort réveil culturel. Discrète au début de la période, la Corse à son tour redynamise les revendications nationalitaires dans l'hexagone à partir de 1975, avec les « événements d'Aléria », puis la création du Front de libération nationale de la Corse (1976), même si là aussi le tournant culturel et politique date de la fin des années 1960, avec la création notamment, en 1966, du Front régionaliste corse²².

Le Royaume-Uni est confronté dans les années 1960 à un triple réveil identitaire. Le plus violent et visible a lieu en Irlande du Nord. Malgré les discriminations dont sont victimes les catholiques depuis la partition de l'île, il faut attendre 1966/1968 pour qu'émerge un renouveau identitaire, sous une forme d'abord civique, puis rapidement violente après les émeutes d'août 1969, qui provoquent la résurgence de l'IRA (*Irish Republican Army*)²³. Pour leur part, le Pays de Galles et l'Écosse se caractérisent avant tout par les succès électoraux inédits des partis nationalistes, mais aussi, surtout au Pays de Galles²⁴, par un renouveau culturel et linguistique. Le parti nationaliste gallois *Plaid Cymru* y obtient son premier député en 1966, avant d'en obtenir trois en octobre 1974 (10,8 % des suffrages). L'émergence électorale du Scottish National Party en Écosse est encore plus impressionnante : si l'on excepte une élection partielle en 1945, le SNP n'obtient son premier député qu'en 1970, mais en obtient déjà onze en octobre 1974 (30,4 % des suffrages)²⁵.

Après une intense répression et une marginalisation presque absolue durant les 20 premières années de la dictature franquiste, les revendications nationalistes commencent à réapparaître en Espagne à la fin des années 1950. La création d'ETA en 1959 et son ancrage à gauche à partir de 1962 donnent un nouveau visage à la révolte basque. En 1968, l'organisation s'engage dans la lutte armée contre un double ennemi, le franquisme et le capitalisme, et fait ses premières victimes²⁶. Le réveil catalan, dans les années 1960, est plus pacifique, mais tout aussi impressionnant, prenant la forme notamment d'un réveil culturel de grande ampleur autour de la langue catalane. La société civile se structure aussi précocement contre la dictature, dans le cadre de l'*Assemblea de Catalunya*, autour d'un programme fortement autonomiste²⁷. La réémergence de la question galicienne est plus timide. Après avoir pris une forme culturelle et linguistique dans les années 1960, elle se développe sous une forme plus politique à partir de 1972, notamment autour de l'UPG (*Unión do Povo Galego*), parti nationaliste galicien d'orientation

²⁰ Tudi Kernalegenn, Romain Pasquier (dir.), *L'Union démocratique bretonne. Un parti autonomiste dans un État unitaire*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014.

²¹ Voir le chapitre de Philippe Martel et Yan Lescoux dans cet ouvrage.

²² Jean-Louis Briquet, « Les fondements d'une "utopie". La contestation nationalitaire en Corse », dans Christian Bidégaray (dir.), *Europe occidentale, le mirage séparatiste*, Paris, Économica, 1997 ; Xavier Crettiez, *La question corse*, Bruxelles, Complexe, 1999. Voir également le chapitre de Thierry Dominici dans cet ouvrage.

²³ Paul Dixon, Eamonn O'Kane, *Northern Ireland since 1969*, Oxon & New York, Routledge, 2011.

²⁴ Laura McAllister, *Plaid Cymru: The Emergence of a Political Party*, Bridgend, Poetry Wales Press Ltd., 2001.

²⁵ Gerry Hassan (dir.), *The Modern SNP: From Protest to Power*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2009; David McCrone, *Understanding, Scotland: The Sociology of a Stateless Nation*, London/New-York, Routledge, 1992. Voir aussi l'article de Gilles Leydier dans cet ouvrage.

²⁶ Gaizka Fernández Soldevilla, Raúl López Romo, *Sangre, votos, manifestaciones. ETA y el nacionalismo vasco radical (1958-2011)*, Madrid, Tecnos, 2012.

²⁷ Hank Johnston, *Tales of Nationalism: Catalonia, 1939-1979*, New Brunswick (NJ), Rutgers University Press, 1991. Voir aussi le chapitre d'Andrea Geniola.

marxiste-léniniste créé en 1964²⁸. Sous l'influence de ces trois mouvements, la transition démocratique en Espagne, à partir de 1975, reconnaît « le droit à l'autonomie des nationalités et régions qui la composent » (Constitution de 1978).

En Belgique également, l'époque se caractérise par l'entrée remarquée de partis politiques communautaires et régionalistes dans le système politique : la *Volksunie* (fondée en 1954) en Flandre, le Rassemblement wallon (créé en 1968 par la fusion de plusieurs partis wallons) en Wallonie, et le Front démocratique des francophones (formé en 1964) à Bruxelles. Leurs succès électoraux en 1965 et 1971 aiguisent le clivage linguistique et renforcent les forces centrifuges dans les partis traditionnels, qui se scindent tous sur des bases communautaires en l'espace d'une décennie : les chrétiens sociaux en 1968, les libéraux en 1972, les socialistes en 1978. VU, le RW et le FDF jouent également un rôle crucial dans l'évolution de la Belgique vers le fédéralisme à partir de 1970²⁹.

Au final, rares sont les pays d'Europe occidentale épargnés par cette vague des années 1960-1970, tous ayant des minorités nationales en leur sein, si l'on excepte le Portugal³⁰ et l'Islande. Mentionnons ainsi encore le renouveau et la radicalisation du nationalisme sarde³¹ ou valdôtain³² en Italie, les succès du mouvement jurassien en Suisse qui réussit à obtenir la création d'un canton du Jura en 1974 (plébiscite)/1979 (accession à la souveraineté)³³, le mouvement frison aux Pays-Bas³⁴, le mouvement sami en Scandinavie³⁵, ou la nouvelle radicalité gauchisante du mouvement inuit, notamment au Groenland³⁶.

2. La vague des années 1960-1970 : hypothèses sur la temporalité

Il y a donc une simultanéité de revendications nationales dans le monde occidental dans les années 1960 et 1970 qui mérite bien le qualificatif de « vague ». Celle-ci dépasse d'ailleurs les frontières du monde occidental. Ce n'est pas par hasard que ce n'est qu'au cours des années 1960 que le mouvement palestinien se durcit et prend un caractère national marqué³⁷. De même, le

²⁸ Xosé M. Nuñez Seixas, « National reawakening within a changing society : the Galician movement in Spain (1960-1997) », *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 3, n° 2, 1997, p. 29-56.

²⁹ Lieven de Winter, « The Volksunie and the dilemma between policy success and electoral survival in Flanders », dans Lieven De Winter & Huri Türsan, *Regionalist Parties in Western Europe*, Londres & New York, Routledge, 1998, p. 51-69; Jo Buelens & Rut Van Dyck, « Regionalist Parties in French-Speaking Belgium: The Rassemblement Wallon and the Front démocratique des francophones », dans Lieven de Winter & Huri Türsan, *Regionalist Parties in Western Europe*, Londres & New York, Routledge, 1998, p. 51-69.

³⁰ À noter toutefois qu'en 1976 Madère et les Açores obtiennent un statut d'autonomie.

³¹ Voir le chapitre de Carlo Pala dans cet ouvrage.

³² Giulia Sandri, « The Union Valdôtaine », dans Anwen Elias, Filippo Tronconi (dir.), *From Protest to Power: Autonomist Parties and the Challenges of Representation*, Wien, Braumüller, 2011, p. 195-214.

³³ Bernard Voutat, 1996, « Objectivation sociale et mobilisations politiques. La Question nationale dans le Jura suisse », *Revue Française de Science Politique*, vol. 46, n° 1, p. 30-51 ; Claude Hauser, *L'Aventure du Jura. Cultures politiques et identité régionale au xx^e siècle*, Lausanne, Éditions Antipode, 2004. Voir également l'article de Claude Hauser dans cet ouvrage.

³⁴ Piet Hemminga, « The Fryske Nasjonale Partij : Frisian and Federal in the Netherlands », dans Lieven de Winter, Margarita Gómez-Reino et Peter Lynch (dir.), *Autonomist Parties in Europe : Identity Politics and the Revival of the Territorial Cleavage*, Barcelona, IPSO, 2006; Jan Penrose, « Frisian Nationalism : a Response to Cultural and Political Hegemony », *Environment and Planning D – Society and Space*, vol. 8, n° 4, 1990, p. 427-448

³⁵ Sven Tägil (dir.), *Ethnicity and Nation Building in the Nordic World*, Carbondale (IL), Southern Illinois University Press, 1995.

³⁶ Maria Ackrén, Bjarne Lindström, « Autonomy development, irredentism and secessionism in a Nordic context », *Commonwealth and Comparative Politics*, vol. 50, n° 4, 2012, p. 494-511. Voir aussi le chapitre de Maria Ackrén dans cet ouvrage.

³⁷ Xavier Baron, *Les Palestiniens. Genèse d'une nation*, Paris, Seuil, 2000.

mouvement kurde connaît une profonde transformation, notamment en Turquie : avec le développement de l'éducation, la sécularisation de la société kurde et la libéralisation sociopolitique de la Turquie (1961-1971), ce sont désormais de jeunes intellectuels modernes plutôt que les leaders tribaux et religieux traditionnels qui prennent l'ascendant dans le mouvement kurde, et ceci avec un langage socialiste³⁸. De façon moins affirmée, notons que même le Japon est touché par un timide réveil identitaire des Aïnous au cours des années 1970³⁹.

Il s'agit désormais d'essayer de comprendre cette simultanéité et cette temporalité, qui ne peut être due au hasard. En nous basant sur la littérature consacrée aux années 1968, trois dimensions seront explorées successivement, car elles s'avèrent particulièrement globales et déterminantes pour expliquer le développement général des mouvements identitaires d'émancipation au cours des années 1968 : les changements socioculturels profonds provoqués par les Trente Glorieuses, les conséquences internes des processus de décolonisation et l'impact cognitif des luttes sociales des années 1968.

2.1. Des changements socioculturels profonds

Les années 1950 et 1960, au cœur des Trente Glorieuses, sont un moment de croissance soutenue, autour des mots d'ordre de modernisation, progrès, bien-être matériel, rentabilité... Mais ce qui caractérise le plus cette période, c'est l'essor économique sans précédent et les profonds changements sociaux et sociétaux qui traversent le monde occidental⁴⁰. Alors que les dépenses alimentaires absorbaient près de la moitié du revenu des ménages dans le monde occidental en 1950, elles n'en représentaient plus que le tiers en 1960 et seulement un cinquième en 1980⁴¹. Grâce à l'impact combiné de l'extension des réseaux mercantiles modernes et de l'arrivée des programmes sociaux du nouvel État providence, les régions périphériques connaissent une entrée dans la société de consommation (voitures, électricité, électroménager, téléphones, etc.) similaire à celle des régions plus centrales, quoique plus tardive. Ces bouleversements de la vie quotidienne provoquent l'ébranlement des repères traditionnels, et posent les conditions sociales permettant un questionnement de la doxa nationale⁴² et l'émergence de revendications régionales.

Les effets de cette modernisation économique sont renforcés par deux autres tendances sociales fortes de la période : l'urbanisation et la sécularisation rapide de la société. Ainsi, en France, la part de la population urbaine passe de 53,2 % en 1946 à 72,2 % en 1974⁴³. Cette évolution, traduisant la déstructuration du monde rural traditionnel, est encore plus radicale dans nombre de régions minorisées, notamment lorsqu'on observe la population relevant du secteur primaire. Par exemple, en Bretagne, la part du secteur primaire dans la population active passe de 40,5 % en 1962 à 16,5 % en 1982. En Galice, le phénomène est moins prononcé, mais reste

³⁸ M. Hakan Yavuz, « Five Stages of the Construction of Kurdish Nationalism in Turkey », *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 7, n° 3, automne 2001, p. 1-24.

³⁹ Alexander Bukh, « Ainu Identity and Japan's Identity: The Struggle for Subjectivity », *The Copenhagen Journal of Asian Studies*, vol. 28-2, 2010; Katarina Sjöberg, *The Return of the Ainu. Cultural Mobilization and the Practice of Ethnicity in Japan*, Amsterdam, Harwood academic publishers, 1993.

⁴⁰ Henri Mendras, *La Seconde Révolution française (1965-1984)*, Paris, Gallimard, 1994.

⁴¹ Serge Berstein, Pierre Milza, *Histoire du xx^e siècle, tome 2. Le monde entre guerre et paix (1945-1973)*, Paris, Hatier, 1996 ; Lizabeth Cohen, *A Consumer's Republic : The Politics of Mass Consumption in Postwar America*, New York, Knopf, 2003.

⁴² C'est-à-dire le discours dominant et méconnu comme tel, « tout l'ensemble de ce qui est admis comme allant de soi ». Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 1984, p. 83.

⁴³ Serge Berstein, *La France de l'expansion. I. La République gaullienne 1958-1969*, Paris, Éditions du Seuil, 1989, p. 186.

toutefois remarquable, la part du secteur primaire passant de 67,7 % de la population active en 1960 à 48,6 % en 1981. Le taux d'urbanisation du Québec passe quant à lui de 66,8 % en 1951 à 80,6 % en 1971⁴⁴.

La sécularisation de la société est, de son côté, le résultat de deux phénomènes : une pratique religieuse en recul constant et l'impact cognitif de Vatican II qui provoque une libération des consciences. Ainsi, aussi bien au Québec qu'en Acadie, les années 1960 voient la fin de l'emprise totalisante de l'Église catholique sur la société, la religion étant largement reléguée à la sphère privée⁴⁵. L'autonomie de la réflexion religieuse laisse place à une multitude de référents idéologiques nouveaux.

Un autre élément important est l'essor de la scolarisation. L'accroissement très rapide de la longueur des études (secondaire puis universitaire) touche toutes les couches sociales et s'étend également aux régions périphériques, avec des effets proportionnellement plus importants qu'ailleurs. Partout, des jeunes d'origine populaire deviennent les premiers de leur famille à faire des études supérieures⁴⁶. Or, l'importance des jeunes d'origine rurale ou ouvrière à l'université, et donc dans les milieux de gauche qui s'y créent après 1968, y introduit de nouvelles valeurs. Aussi bien en Bretagne qu'en Galice ou en Acadie par exemple, les jeunes étudiants du début des années 1970 ont très fortement vécu la rupture culturelle qui a traversé le monde rural des années 1960. Cette rupture est parfois profonde au point d'être visible jusque dans la langue d'usage. Ainsi, les étudiants issus de la Bretagne occidentale, élevés dans un monde bretonnant, comprennent le breton, mais ne le parlent pas. Conscients du traumatisme qu'ont vécu leurs parents et grands-parents, ils sont quant à eux dégagés du sentiment d'infériorité par leur formation universitaire, mais sont au contraire à la recherche de racines qui agiraient comme pôle de stabilité dans ce bouleversement social. Dans d'autres cas, si la rupture peut être moins marquée sur le plan linguistique, elle s'étend à presque toutes les autres dimensions de la culture : habillement, musique, nourriture, etc.

La confrontation au monde (par exemple via la télévision⁴⁷) et au regard de l'autre (notamment du fait du développement du tourisme) enfin est un autre vecteur de transformation sociétale particulièrement important dans les années 1950 et 1960, permettant la confrontation des sociétés périphériques à des valeurs nouvelles. Ainsi, comme le souligne Rafael Abella, le tourisme de masse fut le déclencheur d'une véritable révolution culturelle en Espagne, brisant les tabous de la pudibonderie et du moralisme franquiste (rapport au corps, relations hommes-femmes, conception de la famille, etc.), introduisant les goûts musicaux et vestimentaires en vogue dans le reste de l'Europe. Pour toute une génération, les touristes furent une des clés pour prendre conscience d'une autre façon de vivre, pour réveiller une aspiration à la liberté⁴⁸. John MacInnes insiste de son côté sur l'impact de l'arrivée de la télévision en Écosse pour produire à la fois un rapport direct au monde et un nouveau regard sur soi⁴⁹.

⁴⁴ Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain. Tome 2. Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1989, p. 277.

⁴⁵ Joel Belliveau, Frédéric Boily, « Deux révolutions tranquilles ? Transformations politiques et sociales au Québec et au Nouveau-Brunswick (1960-1967) », *Recherches sociographiques*, vol. 46, n° 1, 2005, p. 11-34.

⁴⁶ Comme le souligne très justement Louis Gruel, les jeunes investis dans le Mai-68 français se caractérisent largement par une trajectoire sociale (et tout spécialement scolaire) ascendante. Louis Gruel, *La Rébellion de 68. Une relecture sociologique*, Rennes, PUR, 2004.

⁴⁷ Si en 1962, seuls 5,7 % des ménages bretons avaient la télévision (18,6 % en France), ce pourcentage était déjà de 64,6 % en 1971 (72 % en France) et 93,8 % en 1986 (92,8 % en France). Jacqueline Sainclivier, *La Bretagne de 1939 à nos jours*, Rennes, Éditions Ouest France, 1989, p. 221 & 426.

⁴⁸ Rafael Abella, *La vida cotidiana bajo el régimen de Franco*, Madrid, ed. Temas de Hoy, [1984] 1996.

⁴⁹ John MacInnes, « The Broadcast media in Scotland », *Scottish Affairs* n° 2, 1993.

Ainsi, les transformations des deux décennies qui ont précédé Mai 68 ont obligé des groupes sociaux et des individus à réinterroger leur environnement dès lors qu'ils quittaient la reproduction de l'existant. Face à la nouveauté, les cadres cognitifs préexistants n'étaient en effet plus adéquats, mais la réinterrogation n'était que le début d'un processus.

2.2. *L'influence interne des luttes de décolonisation*⁵⁰

Les luttes de décolonisation des années 1950 marquent également durablement les sociétés occidentales. Elles ont très fortement ébranlé les métropoles européennes, et tout particulièrement la France, qui a été confrontée notamment à une guerre de décolonisation en Algérie. Cette guerre a provoqué une reconfiguration de la gauche française, qui a été obligée de s'interroger sur son attachement à l'indivisibilité et à l'uniformité de la République. C'est le cas tout particulièrement du Parti socialiste unifié (PSU), dont un des principaux points de désaccord avec la SFIO⁵¹ (dont elle s'est scindée en 1958) était justement la question algérienne et le rejet du nationalisme de Guy Mollet, le dirigeant du parti. Mais la guerre d'Algérie est aussi un des points de départ d'une évolution vers la gauche d'une partie du mouvement breton. Pour l'UDB, cette question est un des principaux points de la rupture avec le mouvement breton traditionnel, très ambigu sur la question algérienne⁵². L'impact de la guerre d'Algérie est encore plus important en Corse. L'installation par la France de 17 000 pieds-noirs sur l'île à partir de 1957 est un facteur déterminant dans le développement du nationalisme corse⁵³. Plus généralement, très présente encore dans les années 1960, la thématique de l'anticolonialisme⁵⁴ a amené un certain nombre de militants de gauche à s'interroger plus avant sur la question des minorités nationales⁵⁵. La guerre d'Algérie a indirectement catalysé la réflexion sur l'organisation territoriale française, incitant certains intellectuels et militants politiques à repenser le statut et la place des minorités de l'hexagone.

Si le Royaume-Uni fut ébranlé par l'indépendance de l'Inde, il ne fut pas confronté à une guerre aussi marquante que celle de l'Algérie, malgré la vague de décolonisation de la fin des années 1950 et du début des années 1960. La décolonisation se fait en effet globalement de manière négociée et les liens avec la métropole ne sont en général pas coupés, via l'intégration dans le Commonwealth. La crise identitaire et l'impact cognitif de la décolonisation sont néanmoins réels au Royaume-Uni et dans le Commonwealth. L'identité britannique, jusqu'alors plus impériale que nationale, se retrouve en crise. L'Empire britannique était en effet un ciment

⁵⁰ Voir également le chapitre de Xosé Manuel Nuñez Seixas dans cet ouvrage.

⁵¹ La SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) était le nom du Parti socialiste français jusqu'en 1969.

⁵² Michel Nicolas, *Histoire de la revendication bretonne*, Spézet, Coop Breizh, 2007.

⁵³ Crettiez, *La Question corse*.

⁵⁴ Développée notamment par des auteurs tels que Frantz Fanon ou Albert Memmi, qui eurent une certaine influence sur une partie de la gauche française, mais aussi sur les mouvements nationalistes.

⁵⁵ Michael Keating y trouve une origine dans la rhétorique des défenseurs de l'Algérie française, qui ont volontairement assimilé décolonisation et démembrement du territoire métropolitain. Michael Keating, « Do the Workers Really Have No Country? Peripheral Nationalism and Socialism in the United Kingdom, France, Italy and Spain », dans John Coakley (dir.), *The Social Origins of Nationalist Movements: The Contemporary West European Experience*, London, Sage, 1992, p. 62-80.

puissant pour lier le Royaume-Uni⁵⁶. Nombre d'analystes observent d'ailleurs une continuité entre la décolonisation et le réveil national en Irlande du Nord, au Pays de Galles et en Écosse⁵⁷.

D'autres États furent moins touchés directement par les décolonisations, ayant soit déjà perdu la majeure partie de leurs colonies soit n'en ayant jamais eu. La lutte anti-impérialiste ne se limite toutefois pas à la décolonisation. Une autre lutte cristallise en effet cette thématique au sein des gauches à la fin des années 1960 : le soutien à la lutte du peuple vietnamien contre l'« impérialisme américain ». Des organisations spécifiques voient le jour, comme en France, avec la création du Comité Vietnam National (trotskysant) et des Comités Vietnam de Base (d'obédience maoïste), ou au Royaume-Uni, où la solidarité avec les Nord-Vietnamiens, organisée par la *Vietnam Solidarity Campaign*, est un combat fondamental pour l'extrême gauche. En Espagne, s'il n'y a pas d'organisation ni de mouvement social spécifique qui émerge en solidarité avec le Vietnam du Nord, ce combat n'en attire pas moins l'attention de toute la gauche clandestine, aussi bien nationaliste que communiste. Ainsi, la question vietnamienne est l'une des clés qui facilitent l'alliance entre la lutte pour la décolonisation et celle contre l'impérialisme capitaliste, voire entre les mouvements nationalitaires et la gauche⁵⁸.

Au Québec, dès 1966, l'Union Générale des Étudiants du Québec (UGEQ) dénonce officiellement l'intervention américaine au Vietnam et met en place une dynamique de solidarité qui se révèle centrale dans la montée de la contestation étudiante des années 1966-1968. Ainsi, si l'UGEQ avait fait de l'année académique 1967-1968 « l'Année Vietnam », le syndicat décrète que l'année académique 1968-1969 sera « l'Année Québec ». Un document émis pour l'occasion par le Bureau des Affaires internationales de l'UGEQ, portant le titre *Année Québec – La question nationale*, contient un énoncé politique sur la souveraineté du Québec. Résolument nationaliste, il met l'accent sur le droit à l'autodétermination de tous les peuples et à l'émancipation des pays du Tiers-Monde. Ce document témoigne clairement de la volonté de l'UGEQ d'internationaliser la question nationale et de lier la situation du Québec à celle des pays du Tiers-Monde, particulièrement du Vietnam. « Nous avons revendiqué l'émancipation des pays du Tiers-Monde, le temps est venu de se pencher sur notre situation spécifique et plus particulièrement sur notre statut politique présent et futur », clame le document. D'ailleurs, l'exécutif de l'UGEQ prend position pour l'indépendance du Québec au début de 1969⁵⁹.

Ce lien implicite entre décolonisation et lutte contre l'impérialisme prend symboliquement la forme du transfert du champ lexical de la décolonisation à l'intérieur même des États occidentaux. En France, Michel Rocard, leader du PSU, prône la « décolonisation de la province » en 1966, dénonçant le déséquilibre entre Paris et le reste du territoire français et préconisant un aménagement rigoureux et équilibré du territoire⁶⁰. Plus radicale, la thèse du

⁵⁶ Derek W. Urwin, « Territorial structures and political developments in the United Kingdom », dans Stein Rokkan, Derek W. Urwin (dir.), *The politics of territorial identity. Studies in European regionalism*, London, Sage, 1982; Christopher Harvie, « The moment of British nationalism, 1939-1970 », *Political Quarterly*, vol. 71, n° 3, 2000, p. 328-340; Linda Colley, *Britons : Forging the Nation, 1707-1837*, London, Vintage, [1992] 1996.

⁵⁷ Roland Marx, *La Grande-Bretagne et le monde au XX^e siècle*, Paris, Masson, 1986; Bertrand Lemonnier, *The Wilson Years. Évolution politique, économique, sociale et culturelle de la Grande-Bretagne de 1964 à 1970*, Paris, Éditions Messene, 1998.

⁵⁸ Ludivine Bantigny, « Hors frontières. Quelques expériences d'internationalisme en France, 1966-1968 », *Monde(s)*, 2017/1 (n° 11), p. 139-160.

⁵⁹ Jean Lamarre, « “Au service des étudiants et de la nation”. L'internationalisation de l'Union générale des étudiants du Québec (1964-1969) », *Bulletin d'Histoire Politique*, vol. 16, n° 2, 2008.

⁶⁰ Tudi Kernalegenn, « Le PSU et la question régionale à travers l'exemple de la Bretagne », dans Tudi Kernalegenn, François Prigent, Gilles Richard, Jacqueline Sainclivier (dir.), *Le PSU vu d'en bas. Réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 1950-années 1980)*, Rennes, PUR, 2010, p. 129-150.

colonialisme intérieur est développée par l'occitaniste Robert Lafont en France⁶¹. Le concept lui permet d'expliquer le sous-développement régional par la dépossession des populations autochtones sur leur économie au profit d'intérêts économiques externes : c'est l'exploitation de la périphérie par le centre. Les régions qui en sont victimes, « régions prolétaires » (notamment la Bretagne, la Corse et l'Occitanie), se verraient condamnées, selon un « schéma colonial classique », à la production et à la vente des biens primaires et à l'achat des biens transformés. Le concept est largement utilisé par de nombreux groupes et intellectuels nationalistes, que ce soit par l'UDB en Bretagne (où l'équation « Bretagne = colonie » structure le discours de l'UDB dès 1965), par Xosé Manuel Beiras en Galice, qui y introduit les thèses de Lafont (le concept sera largement repris dans les années 1970 par l'ensemble des gauches galiciennes, de l'UPG au PCG), ou encore par le *Plaid Cymru* au Pays de Galles et le PSd'Az en Sardaigne. De l'autre côté de l'Atlantique, la pensée de la décolonisation a également été structurante au Québec⁶², en Acadie⁶³, ainsi qu'au sein des mouvements autochtones⁶⁴.

2.3. Luites sociales des années 1968 et nouveaux cadres cognitifs

S'inscrivant dans les changements socioculturels des Trente Glorieuses, et dynamisés notamment par l'impact des luttes de décolonisation, la fin des années 1960 et le début des années 1970 sont l'occasion d'une des principales « crises » idéologiques de nos sociétés. Face à ces bouleversements sociaux et à cette modernisation rapide, les années 1960 se caractérisent par une conflictualité généralisée dans le monde occidental, avec des conflits agraires, ouvriers, mais aussi étudiants, antiracistes⁶⁵, etc. Cette conflictualité participe à l'émergence de nouveaux cadres cognitifs, amène à la réinterrogation de la société. De nouvelles idées, de nouvelles mouvances idéologiques et culturelles apparaissent, à l'instar de la Nouvelle Gauche ou *New Left*⁶⁶, du mouvement hippie⁶⁷, puis, dans la décennie suivante, de la « deuxième vague » de féminisme et de l'écologie politique.

Le « moment 68⁶⁸ » n'est donc en rien un coup de tonnerre dans un ciel serein. C'est l'acmé d'une période de contestation sans précédent qui commence idéologiquement dans les campus californiens, s'étend en Italie, en Allemagne avant de trouver son expression la plus forte, et peut-être la plus symbolique, en France au cours des mois de mai et juin 1968. Il ne fait aucun doute que les événements français sont majeurs par leur ampleur et surtout par la conjonction d'une lutte étudiante et d'une grève ouvrière quasi générale. Le Mai-68 français a fasciné toutes les gauches, tous les mouvements étudiants du monde occidental. Mais il ne faut pas oublier que

⁶¹ Robert Lafont, *La révolution régionaliste*, Paris, Gallimard, 1967. Le concept sera aussi développé par le théoricien du nationalisme Michael Hechter, qui l'appliquera à l'analyse du développement de la question nationale au Royaume-Uni. Michael Hechter, *Internal Colonialism, the Celtic Fringe in British National Development, 1536-1966*, New Brunswick (NJ), Transaction, [1975] 1999.

⁶² Sean Mills, *Contester l'empire – pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal (1963-1972)*, Montréal, Éditions Hurtubise, 2011.

⁶³ Belliveau, *Le « Moment 68 »* ; Michael Poplyansky, *Le Parti acadien et la quête d'un paradis perdu*, Montréal, Septentrion, 2018.

⁶⁴ Lire l'article de Jean-Olivier Roy dans cet ouvrage.

⁶⁵ Doug McAdam, *Freedom Summer*, New York & Oxford, Oxford University Press, 1988.

⁶⁶ Lin Chun, *The British New Left*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 1993 ; Ingrid Gilcher-Holtey, « La contribution des intellectuels de la Nouvelle Gauche à la définition du sens de Mai 68 », dans Geneviève Dreyfus-Armand, Robert Frank, Marie-Françoise Lévy, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *Les années 68 : Le Temps de la Contestation*, Bruxelles, Complexe, 2000.

⁶⁷ Jean-Pierre Bouyxou, Pierre Delannoy, *L'aventure hippie*, Paris, 10/18, 2004.

⁶⁸ Belliveau, *Le « moment 68 »*.

1968, c'est aussi l'année du Printemps de Prague, qui a eu un impact au moins aussi déterminant. Localisée géographiquement pour les épisodes les plus significatifs (mentionnons encore les manifestations estudiantines de Tokyo, impulsées par les militants de la Zengakuren, les émeutes de la Saint-Jean-Baptiste à Montréal, ou encore le massacre de Tlatelolco au Mexique, le 2 octobre), 1968 n'en a pas moins été une rupture cognitive pour l'ensemble d'une génération, rendant possibles les ré-élaborations idéologiques des années 1970. Cette fenêtre d'opportunité idéologique est largement saisie par toute une série de mouvements permettant l'affaiblissement de toutes les institutions idéologiques et la multiplication des groupes et individus aspirant à définir le légitime et l'illégitime (ce qui caractérise les « nouveaux mouvements sociaux » d'après Michael Freeden⁶⁹).

De fait, le moment 68 (au sens restreint, mais aussi au sens large des « années 1968 », comme expliqué en introduction de l'ouvrage) a été la crise, l'ouverture de la structure des opportunités idéologiques, qui a permis la contestation de la doxa nationale étatique dans les territoires périphériques du monde occidental, et donc la réflexion en nouveauté sur la question nationale. Premier mouvement social global et transnational depuis 1848, selon Giovanni Arrighi, Terence Hopkins et Immanuel Wallerstein⁷⁰, mai 1968 a en effet marqué la France, bien entendu, mais globalement également l'ensemble des sociétés du monde occidental, quoique de manière différenciée, aussi bien en nature qu'en degré.

Comme l'ont mis en avant nombre d'auteurs, Mai 1968 se caractérise plus par sa forme que par son contenu. Ainsi, pour Bertaux, Linhart et Le Wita⁷¹, ce qui caractérise le mouvement ce n'est pas son contenu – il ne serait selon eux porteur d'aucun programme revendicatif réellement défini, étant « à lui-même sa propre raison d'être⁷² » –, mais une forme particulière de pratique : la communication entre égaux. Ce qui a rétrospectivement le plus marqué les participants d'après leur enquête c'est « la libération de la parole⁷³ ». Ils démontrent de manière convaincante comment un mode communicationnel horizontal et dialogique remplace un mode communicationnel vertical et hiérarchique à la faveur d'un affaiblissement brutal de la structure d'autorité. De même, Kristin Ross lit Mai 1968 avant tout comme une « crise du fonctionnalisme » : les étudiants cessèrent de fonctionner comme des étudiants, les travailleurs comme des travailleurs et les paysans comme des paysans⁷⁴, et donc, pourrions-nous continuer, les « provinciaux » cessèrent de fonctionner comme des « provinciaux », les minorités comme des minoritaires. Au principe de la rébellion de Mai 1968, insiste Louis Gruel, il y a eu un affaiblissement de l'objectivité du monde institué permettant la rupture de l'adhésion routinière à l'ordre des hommes et des choses⁷⁵.

Boris Gobille quant à lui parle d'un « rire de Mai » qui « en dénaturant l'ordre symbolique et en donnant aux vocations d'hétérodoxie le droit d'intervenir dans la cité, [...] contribue à politiser, c'est-à-dire à soustraire à la fatalité, ce qui auparavant, tenu pour acquis, échappait à

⁶⁹ Michael Freeden, « Editorial: Political ideology at century's end », *Journal of Political Ideologies*, vol. 5, n° 1, 2000, p. 5-15.

⁷⁰ Giovanni Arrighi, Terence Hopkins, Immanuel Wallerstein, *Antisystemic Movements*, Londres/New York, Verso, 1989.

⁷¹ Daniel Bertaux, Danièle Linhart, Beatrix Le Wita, « Mai 1968 et la formation de générations politiques en France », *Le Mouvement social*, n° 143, 1988.

⁷² *Ibid.*, p. 85.

⁷³ *Ibid.*, p. 81.

⁷⁴ Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Paris, Éditions Complexe, [2002] 2005.

⁷⁵ Gruel, *La Rébellion de 68*. Voir aussi : Cyril Levitt, *Children of Privilege: Student Revolt in the Sixties: A Study of Student Movements in Canada, the United States, and West Germany*, Toronto, University of Toronto Press, 1984.

l'espace de la délibération publique⁷⁶ ». Pour lui donc, la spécificité de Mai 68 réside dans le fait que la révolte démasque « l'arbitraire des conventions quotidiennes », selon la formule de Bernard Lacroix⁷⁷, ne se contente pas de proposer une alternative à l'ordre existant, mais « attaque les fondements normatifs même grâce auxquels, sur de multiples scènes sociales [...] s'imposait une hiérarchisation du monde social [...] entre dominants et dominés, professionnels et profanes, entre le "normal" et le "déviant", le légitime et l'illégitime⁷⁸ ». Ainsi, en dévoilant, ou prétendant dévoiler, l'arbitraire des normes qui régissent et régulent l'ordre social, d'autant plus prégnantes qu'elles sont naturalisées comme allant de soi (c'est-à-dire de l'ordre de la doxa dirions-nous), le mouvement critique de Mai-Juin 68 aurait travaillé à délégitimer ce qui se présentait et était perçu auparavant comme légitime. Le moment 68 aurait donc été aussi, de manière inconsciente souvent, une « légitimation de l'illégitime⁷⁹ », une ouverture à la parole hétérodoxe. « Rupture d'intelligibilité » défiant les croyances les plus solides, l'événement force ses acteurs à la découverte de l'altérité et du caractère inopérant en situation de leurs grilles de lecture habituelles⁸⁰. À ce propos Michel de Certeau⁸¹ parle de « la joyeuse expérience d'une transgression créatrice de communauté », qui suscite une réinvention des identités collectives hors des catégories politiques éprouvées des générations précédentes : les années suivant 1968 seront celles du Front de libération des jeunes, du mouvement de libération des femmes, du front de libération des homosexuels, de la résurgence des mouvements nationalitaires, etc.⁸².

Conclusion

Prenant à contre-pied le monde académique d'alors qui, autour des théories diffusionnistes de la « communication sociale », postulait l'intégration inéluctable des États-nations⁸³ et renvoyait les nationalismes régionaux à une « révolte contre la modernité⁸⁴ », les années 1960 et 1970 sont marquées par une vague nationale à l'intérieur même des États-nations occidentaux. Celle-ci touche simultanément tous les pays comprenant des minorités ethniques ou territoriales. Trois hypothèses ont été exposées pour expliquer la temporalité de cette résurgence nationale : les changements socioculturels profonds apportés par les Trente Glorieuses (entrée dans la société de consommation, effondrement du monde rural traditionnel, essor de la scolarisation, sécularisation accélérée par Vatican II, intégration cognitive dans un monde globalisé par les médias et le tourisme) ; l'impact interne des luttes de décolonisation et des luttes anti-impérialistes ; la rupture cognitive de 1968 qui crée une ouverture de la structure des opportunités idéologiques.

Cette vague nationale, contrairement aux autres, ne débouche sur aucun nouvel État. Elle se caractérise néanmoins par de nombreuses réformes institutionnelles et administratives, sous la forme de décentralisations ou d'octroi ou renforcement de statuts d'autonomie. Profondément

⁷⁶ Boris Gobille, « La vocation d'hétérodoxie », dans Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal, *Mai-Juin 68*, Ivry-sur-Seine, Les Éditions de l'atelier, 2008, p. 288.

⁷⁷ Bernard Lacroix, « 1968, 1995 : question de point de vue », *Scalpel*, vol. 4-5, 1999, p. 5-6.

⁷⁸ Boris Gobille, « Introduction », dans Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal, *Mai-Juin 68*, Ivry-sur-Seine, Les Éditions de l'atelier, 2008, p. 21.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 22.

⁸⁰ Boris Gobille, « La vocation d'hétérodoxie », dans Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal, *Mai-Juin 68*, Ivry-sur-Seine, Les Éditions de l'atelier, 2008, p. 288.

⁸¹ Michel de Certeau, *La prise de parole*, Paris, Le Seuil, [1968] 1994, p. 35.

⁸² Daniel Bertaux, Danièle Linhart, Beatrix Le Wita, « Mai 1968 et la formation de générations politiques en France », *Le Mouvement social*, n° 143, 1988.

⁸³ Karl W. Deutsch, *Nationalism and Social Communication*, Cambridge (Mass.), The MIT Press, [1953] 1966.

⁸⁴ Seymour M. Lipset, « The revolt against modernity », dans Per Torsvik ed., *Mobilization, Center-Periphery Structures and Nation-Building*, Oslo, Universitetsforlaget, 1981.

inscrite dans la modernité, dont elle est un produit, cette vague se caractérise par un ancrage dans les mouvements sociaux des années 1970, et notamment une porosité forte aux idées des gauches alternatives, du mouvement écologiste⁸⁵ – qu'elle participe d'ailleurs à construire –, et du féminisme. De fait, mais ceci mériterait d'être étayé, suscitée par le matérialisme et le consumérisme, cette vague se rattache largement à une vision post-matérialiste du monde. Est-elle également post-souverainiste ? Clairement, cette vague, contemporaine de l'affirmation de la construction européenne, repense les notions mêmes d'État et de souveraineté. Pour autant, les conclusions sont loin d'être uniformes. Alors qu'en certains territoires, la revendication indépendantiste se renforce, comme en Sardaigne, au Pays basque ou au Québec (où un premier référendum d'autodétermination est d'ailleurs organisé en 1980), la majeure partie des mouvements caractéristiques de cette vague semble aspirer plus à une redistribution territoriale du pouvoir qu'à la constitution d'un nouvel État-nation indépendant. Ainsi, la *Volksunie* flamande se range dans les années 1970 au concept de fédéralisme, laissant momentanément de côté le rêve d'un État flamand indépendant et participant même au gouvernement de l'État fédéral en 1977-1978. De même, en Écosse, le SNP atténue quelque peu son agenda indépendantiste, favorisant provisoirement une revendication gradualiste en faveur de la dévolution⁸⁶. De gauche ? Écologiste ? Post-matérialiste ? Post-souverainiste ? Sur tous ces points, il conviendrait de mieux étudier l'identité même de cette vague, sa contribution idéologique, maintenant que son existence et ses causes ont été établies.

Les années 1980 marquent la fin d'une période⁸⁷, avec un recul quasi généralisé du dynamisme nationalitaire⁸⁸. D'un côté, les échecs de référendums (Écosse, Pays de Galles, Québec) créent des crises dans le mouvement nationaliste, de l'autre côté, certaines avancées institutionnelles (Espagne, France) désamorcent partiellement les revendications nationalistes. Le développement de la crise économique, provoquant une frilosité vis-à-vis des changements institutionnels, et l'intégration des acteurs de cette vague nationale dans le jeu politique traditionnel lui font perdre, pendant au moins une décennie, son élan, sa spécificité. Pour autant, nombre des acteurs émergés ou redynamisés au cours de cette période occupent encore un rôle central dans leur mouvance aujourd'hui. Mieux comprendre la vague nationale des années 1960-1970 est donc essentiel pour appréhender correctement les revendications nationalitaires contemporaines.

⁸⁵ Tudi Kernalegenn, *Écologie et régionalisme*, Les Notes de la FEP n° 9, juin 2016.

⁸⁶ Eve Hepburn, « Degrees of Independence: SNP Thinking in an International Context », dans Gerry Hassan (dir.), *The Modern SNP: From Protest to Power*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2009.

⁸⁷ Michael Watson (dir.), *Contemporary Minority Nationalisms*, Londres et New York, Routledge, 1990.

⁸⁸ La Belgique étant à cet égard une exception notable.